

Le pouvoir aux travailleurs

8 JANVIER 2011

N° 168

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- TRAVAILLEURS, LA LUTTE ENTRE RHDP ET LMP N'EST PAS LA NOTRE !	2 - 3
- LUTTE POUR LE POUVOIR ENTRE DIFFERENTS CLANS DE LA BOURGEOISIE, UNE LUTTE QUI NE CONCERNE PAS LES TRAVAILLEURS !	4 - 5
- DUEKOUÉ : UN MASSACRE INTERETHNIQUE !	5 - 6
- UN COMLOT CONTRE GBAGBO ?	6
- LES LIMITES AFFICHEES DE GBAGBO, DANS SA LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME.....	7 - 8
- OUATTARA ET GBAGBO SONT DES AMIS DES RICHES, PAS CEUX DES TRAVAILLEURS !	8 - 9
- FDS, FN, ONUCI : DES TUEURS AU SERVICE DES INTERETS D'UN CLAN, OU D'UN AUTRE DE LA BOURGEOISIE.....	9 - 10
- 17 ANS DE PROPAGANDES ETHNISTES ET XENOPHOBES, ET LES ALLIANCES POLITIQUES	11
- LA FLAMBEE DES PRIX EXIGE DES AUGMENTATIONS DES SALAIRES !	12
- <u>Quelques témoignages sur la flambée des prix</u>	12 - 13
- FILTISAC : POUR LE PATRON, UN OUVRIER N'EST RIEN D'AUTRE QUE DE LA CHAIR A EXPLOITER !..	14
- SATOCI - CIREPCI : SANS UNE MOBILISATION DES TRAVAILLEURS, IL N'Y AURA AUCUNE AMELIORATION !	14

TRAVAILLEURS, LA LUTTE ENTRE RHDP ET LMP N'EST PAS LA NOTRE !

Deux clans, le RHDP et LMP, luttent pour le droit d'occuper la présidence. Cette lutte a déjà causé la mort de plus de 200 personnes, fait des centaines de blessés, plusieurs disparus. S'y ajoute, le risque de généralisation d'une guerre ethnique, comme on le voit déjà à Duékoué ; la montée de la méfiance et de la suspicion dans les quartiers pauvres, entre supposés nordistes et sudistes, qui pourrait notre vie au quotidien ; la peur de nous faire agresser ; les rackets, etc. S'y ajoute d'ores et déjà la menace de la faim, car les prix de la nourriture s'envolent alors même que l'insécurité, la difficulté de déplacement, l'impossibilité de travailler certains jours, pèsent sur des salaires déjà bas.

Pour l'heure, nous les travailleurs, nous continuons à nous côtoyer dans les ateliers, les usines, les chantiers, ainsi que dans nos cours communes. Mais, si ce climat de haine et de violence continue comme ça, pendant combien de temps serons nous encore épargnés ?

L'enjeu de cette lutte, pour les dirigeants des différents clans, c'est de pouvoir occuper les postes de ministres, de présidents d'institutions, des postes clés au trésor, dans les entreprises d'Etat, afin de pouvoir se servir dans les caisses de l'Etat et de bénéficier de l'argent de la corruption.

Mais nous les travailleurs, nous les pauvres, qu'avons-nous donc à gagner dans cette lutte qui ne nous concerne pas ? Rien !

Nous aurons tout juste le droit de pleurer nos morts, de consoler nos blessés, de regarder impuissants nos misérables maisons détruites ou brûlées !

Camarades travailleurs, nous n'avons pas à verser notre sang et nos larmes, pour choisir lequel des deux clans aura le droit de nous opprimer demain ! Aucun des deux présidents ne prendra le parti des pauvres contre les riches, des ouvriers contre les patrons.

Les prix des denrées de base dont nous avons besoin au quotidien sont devenus inaccessibles à nos petits salaires. Il nous faut nécessairement des augmentations de salaires à la mesure des augmentations des prix, si nous ne voulons pas mourir, nous et nos familles, dans la misère ! Aucun gouvernement

n'est jamais venu en aide aux travailleurs. Pour obtenir ces augmentations, il nous faudra nous battre contre le patronat qui nous exploite.

C'est ce combat des riches contre les pauvres, qui est le nôtre ! Pour cela, il nous faut rassembler nos forces. Il nous faut refuser toute division qui pourrait nous affaiblir !

Bien au-delà des problèmes graves de l'immédiat, s'impose la nécessité de créer une force qui représente en permanence nos intérêts politiques en tant que travailleurs. Sans une organisation pour incarner cette force, nous sommes amenés, les uns et les autres, à soutenir des hommes politiques qui, de Houphouët-Boigny dans le passé à Ouattara, Bedié et Gbagbo aujourd'hui, ont beau avoir des différences entre eux, sont tous des amis des riches, des bourgeois, tous hostiles aux intérêts des travailleurs, sans même parler de la discorde ethnique qu'ils sèment parmi nous. Nous sommes Bété, Baoulé, Burkinabé, Senoufo, Agni, Dioula, Ebrié, Gouro, Dida, Yakouba par la naissance, mais dans nos entreprises, sur nos chantiers, dans la vie tout simplement, nous sommes des hommes et des femmes qui n'ont que leur travail pour vivre, nous travaillons ensemble lorsque nous avons du travail, ouvriers d'usine, manœuvres dans le bâtiment, petits employés de bureaux, journaliers, djobeurs, balayeurs, dockers, chauffeurs, femmes de salle, ouvriers agricoles. Nous avons en commun de vivre de notre travail. Nous avons tous besoin d'un salaire régulier qui nous permette de mener une vie honnête. Et avec nos compagnes petites marchandes, nos cousins petits paysans, nous avons besoin de nous loger, nous avons besoin d'avoir accès aux hôpitaux, nous avons besoin de scolariser nos enfants. Nous avons droit à une vie convenable que la société nous refuse car dans cette société, seules comptent ceux qui ont de l'argent.

C'est cette communauté d'intérêt qui nous unit au-delà de nos sentiments pro-Gbagbo ou pro-Ouattara ; au-delà de notre appartenance ethnique, clanique, religieuse, tribale ou nationale. Eh bien, il faut que cette communauté d'intérêt se concrétise par une force politique qui soit vraiment la notre. Une force politique qui, dans toutes les circonstances de la vie politique comme dans toutes les luttes sociales, exprime nos intérêts et cherche à les imposer. Cette force n'existe pas aujourd'hui, mais elle peut se créer ! Il faut la créer !

Mais pour l'heure, disons non à la guerre entre pauvres ! Nos ennemis, ce sont les riches qui nous exploitent !

**LUTTE POUR LE POUVOIR ENTRE DIFFERENTS CLANS DE LA BOURGEOISIE,
UNE LUTTE QUI NE CONCERNE PAS LES TRAVAILLEURS !**

A l'issue de l'élection présidentielle du 28 novembre, la Côte d'Ivoire compte deux présidents et deux gouvernements. Laurent Gbagbo, le président sortant, continue d'occuper le palais présidentiel alors qu'Alassane Ouattara, s'est installé au Golf Hôtel sous la protection des soldats de l'Onuci et des rebelles FN (Forces Nouvelles). Gbagbo a nommé comme Premier ministre l'ancien professeur d'économie et président de l'université d'Abidjan Cocody, Aké Gilbert Marie N'Gbo, alors que Ouattara a désigné Soro Guillaume, le chef politique des Fn et ex-Premier ministre de Laurent Gbagbo.

Cette élection, depuis le début, a été émaillée de graves violences. A ce jour, des chiffres officiels annoncent plus de 200 morts, des dizaines de disparus et plusieurs centaines de blessés. Il faudrait ajouter les nombreuses arrestations arbitraires, les exactions et les violences de toutes sortes subies essentiellement par les populations pauvres. La presse a parlé d'un charnier de 65 corps dans la commune d'Abobo. Chaque jour apporte son lot de morts et de blessés. Le nombre des victimes ne cesse d'augmenter.

Les affrontements interethniques qui ont eu lieu tout récemment à Duékoué, une ville située à l'Ouest du pays, à 500 Km d'Abidjan, font partie des conséquences directes de la haine distillée depuis des années par les dirigeants politiques assoiffés de parvenir ou de s'accrocher au pouvoir.

Tout ça, pour accoucher de deux présidents !

Depuis 2005, date officielle de la fin du mandat de Gbagbo, cette élection a été reportée six fois. On dit que ce sont les élections les plus coûteuses au monde. Le "*processus électoral*" en Côte d'Ivoire a commencé il y a de cela quatre ans avec la tenue des "*audiences foraines*", la constitution des listes électorales et l'attribution des cartes d'électeurs. Il y a eu

de nombreux "*accords*" entre les protagonistes, tels ceux de Pretoria et de Ouagadougou, pour ne citer que ceux-là.

Tout au long de ce "*processus électoral*" il y a eu des massacres, des tueries et des actes barbares. Le résultat, c'est une accumulation de haine et de violence, où les victimes sont toujours les populations pauvres et très rarement les riches et tout aussi rarement ceux qui sont véritablement les semeurs de cette haine, à savoir les hauts dirigeants et leurs plumitifs journalistes de tous bords.

Légalité ou légitimité ?

Au sortir du deuxième tour du scrutin, Alassane Ouattara a été déclaré vainqueur par la CEI (la Commission électorale indépendante, majoritairement favorable à lui), avec 54% des voix contre 46% pour Laurent Gbagbo. Ces résultats ont été validés par Choi, le représentant de l'Onuci en Côte d'Ivoire. Celle-ci a été désignée par les deux parties comme étant le « *certificateur* » du processus électoral. Mais c'est Gbagbo qui a été déclaré vainqueur par le Conseil constitutionnel acquis par avance à sa cause, avec 51% des voix.

Selon le clan d'Alassane Ouattara, il n'y a aucune ambiguïté sur sa victoire. Il dit avoir remporté ces élections, haut la main, fort des chiffres de la Cei. Mais pour Gbagbo et les siens, les résultats annoncés par la Cei n'auraient qu'une valeur « *provisoire* », telle que définie par les différents accords. De plus, selon eux, du fait que la Cei n'a pas annoncé les résultats dans la limite des trois jours dont elle disposait, ceux-ci n'auraient plus de valeur juridique et par conséquent c'est le Conseil constitutionnel qui devrait nécessairement prendre la main. Les résultats de la Cei seraient donc « *nuls et non avenues* ». Comble "*d'irrégularité*", la Cei a annoncé les résultats à partir du Golf hôtel, qui est aussi le QG du clan Ouattara.

A l'opposé, bien évidemment, le clan Ouattara ne reconnaît pas les résultats annoncés par le Conseil constitutionnel. Tout d'abord, il balaye d'autant plus facilement du revers de la main les chiffres du Conseil constitutionnel, que celui-ci les a annoncés seulement en quelques heures à peine après avoir reçu le dossier des mains de la Cei. Comment cette institution aux ordres a-t-elle fait pour analyser les résultats de plus de 20.000 bureaux de votes en si peu de temps, alors qu'elle disposait de sept jours pour cela ? Toujours selon le clan Ouattara, le Conseil constitutionnel n'aurait aucun droit légal d'annuler les résultats d'un bureau de vote. En cas d'irrégularité constatée pouvant remettre en cause l'ensemble des résultats, il pourrait tout au plus déclarer la nullité du scrutin et annoncer la date d'une nouvelle élection. Or, il s'avère que le Conseil constitutionnel a tout simplement annulé les résultats de sept départements situés dans les régions du nord favorables à Ouattara et même ceux de la grande ville de Bouaké.

Si dans le camp Ouattara, on crie au vol, dans celui de Gbagbo on crie tout aussi fort à la triche.

Dans cette affaire, il serait bien naïf d'ignorer que les candidats usent de tous les moyens, dont le bourrage d'urnes, pour arriver à leur fin. Penser que c'est la « vérité », la « légitimité » ou la « légalité », qui détermine en dernier ressort lequel des prétendants à la Présidence sera déclaré victorieux, serait bien crédule. L'ONU, les puissances impérialistes et à leur suite l'Union Africaine puis le CEDEAO, ont choisi Ouattara. Pour eux c'est lui qui est "légitime". Mais son gouvernement est fantôme. De plus il ne peut même pas sortir de son lieu de confinement du Golf Hôtel. Gbagbo, lui, continue d'avoir l'appui de l'appareil militaire et de la gendarmerie. Il occupe la présidence et son Premier ministre la primature. Pour le moment c'est lui qui est le plus fort. Seul le rapport des forces déterminera lequel des deux clans aura véritablement le "droit" d'occuper la présidence, les portefeuilles et faire main basse sur les caisses de l'Etat !

DUEKOUÉ : UN MASSACRE INTERETHNIQUE !

Du 3 au 5 janvier, dans la ville de Duékoué, des affrontements entre Guérés et Malinkés auraient fait plusieurs dizaines de morts, des centaines de blessés et plusieurs milliers de déplacés.

Les faits : un camion de transport en commun a été attaqué par des coupeurs de routes. Ils ont fait un mort (une dame du nord) et plusieurs personnes blessées. L'axe Duékoué-Man est réputé être un endroit dangereux pour les voyageurs, à cause des coupeurs de route.

Il s'avère qu'un ressortissant du nord a été assassiné au même endroit quelques jours auparavant. L'annonce de ce nouveau décès a provoqué la colère des dioulas qui ont érigé des barricades à travers la ville. A partir de là la situation a dégénéré. Selon le journal Fraternité-matin les populations guéré ont eu le soutien des Fds (l'armée de Gbagbo) et des ethnies du

sud, tandis que les autres, celui des « dozo ».

Mais pourquoi un fait banal, qui pourrait passer pour un fait divers a pu provoquer un tel drame ?

En fait, si les causes immédiates de cet affrontement peuvent être considérées comme étant banales, les causes profondes elles, existent depuis très longtemps. En effet, les idées ethnistes et xénophobes nauséabondes, sous le couvert de « l'ivoirité » propagée par Bédié, ont profondément contribué à diviser ethniquement la société ivoirienne. La région de Duékoué est devenue le théâtre de la haine véhiculée par ces idées. Ces mêmes communautés se sont massacrées à plusieurs reprises. Le dernier affrontement remonte à 2005 à Guitrozon et Petit-Duékoué. Donc les germes d'un tel conflit existaient et à cela vient s'ajouter la

nouvelle crise politique créée de toute pièce par les politiciens qui se disputent le palais présidentiel.

Cet affrontement fratricide est la

conséquence de leur campagne haineuse qui consiste à propager chaque jour l'ethnisme en guise de programme politique.

UN COMLOT CONTRE GBAGBO ?

Entre les deux élus, Gbagbo et Alassane Ouattara, les grandes puissances impérialistes, ont fait, à l'unanimité, un choix clair et net. Leur poulain, c'est Alassane Ouattara.

Pourquoi donc ce choix ? Parce que les urnes ont tranché en faveur d'Ouattara ? La sinistre plaisanterie ! Comme si les dirigeants français, américains n'étaient pas au courant de toutes les tricheries, des magouilles dans les deux camps ! Mais surtout, comme si cela faisait partie de leurs préoccupations ! Mais pas plus l'Etat français que l'Etat américain, pour ne parler que de ces deux là, n'en ont rien à faire de ce que veut ou choisit réellement la population. Combien de dictatures la France a non seulement reconnue, mais soutenue, mieux, imposée, contre leurs peuples à commencer par Houphouët Boigny et son parti unique, en passant par Bokassa, Bongo et tous les autres. Combien d'autres, en Amérique latine, ont été imposées, y compris dans le sang, par la prétendue « *grande démocratie américaine* ». Au Chili, en son temps, Allende a été très démocratiquement élu, ce qui n'a pas empêché la CIA américain de jouer un rôle majeur dans son renversement par le général Pinochet. La liste des dirigeants élus par la tricherie, le bourrage des urnes sans parler de ceux qui n'ont même pas été élus et néanmoins reconnus par la « *communauté internationale* » remplirait un bottin. Même quand les grandes puissances jouent à la démocratie, et prétendent favoriser des élections démocratiques, seuls les imbéciles peuvent croire dans le caractère démocratique de

l'élection d'un Karzaï en Afghanistan.

La préoccupation des dirigeants des puissances impérialistes est de favoriser leurs bourgeoisies à piller les richesses du monde ! Ils n'acceptent à la tête d'un pays pauvre que des dirigeants qui reconnaissent cette règle. Oh, de ce point de vue, ils ne craignaient pas plus Gbagbo que Ouattara. Ils ont d'ailleurs fait avec Gbagbo pendant dix ans. Les grands groupes capitalistes à la Bolloré ou à la Bouygues ont aussi bien été servis par Gbagbo qu'ils pourraient l'être par Ouattara. Mais puisqu'il y avait le choix, les dirigeants politiques des grandes puissances préfèrent ceux qui leur apparaissent les plus fiables, les plus maléables. L'avantage de Ouattara à leurs yeux c'est que ce dernier a montré ses capacités sur ce terrain, en tant que Premier ministre du très fidèle Houphouët Boigny d'abord, puis en tant que haut fonctionnaire international. Directeur adjoint du Fonds monétaire international, Ouattara a pu fréquenter tout le gratin des hauts serviteurs de l'impérialisme, se lier avec eux, être jugé par eux comme un des leurs. En tant qu'ex-oppositionnel, de surcroit, capable d'accès de démagogie envers l'ex-métropole colonial et son président actuel, Sarkozy, Gbagbo suscite la suspicion. Alors, puisque il y a le choix entre ces deux-là, autant choisir Ouattara. Et voilà l'Union Africaine et la Cedeao (communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) qui s'alignent. Les maîtres du monde impérialistes ont parlé, leurs serviteurs africains relayent le choix. Mais la démocratie, le choix du peuple n'y est pour rien !

LES LIMITES AFFICHEES DE GBAGBO, DANS SA LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME

Il ne faut pas confondre l'attitude de Laurent Gbagbo vis-à-vis des bourgeois qui ont leurs intérêts en Côte d'Ivoire et son attitude envers les gouvernements français ou américain. Ce sont deux choses différentes.

Pour ce qui est de l'attitude de Gbagbo vis-à-vis des bourgeois, vis-à-vis des riches, en 10 ans de pouvoir, il a eu le temps de montrer, oh combien, il sait défendre les intérêts des bourgeois, c'est-à-dire le camp des riches auquel il appartient lui-même.

Il s'agit des intérêts de ceux des grands planteurs comme les Sansan Kouao, en maintenant des bas salaires de famine pour les ouvriers agricoles. Il s'agit des intérêts des riches libanais, nombreux dans ce pays ; de ceux des industriels tel que le groupe Sifca de Billon ; mais aussi des riches bourgeois français, que ce soit dans la finance, à commencer par les deux premières banques ivoiriennes, la SGBCI et la BICICI, qui ne sont que des succursales des banques françaises, à savoir, la Société générale et la BNP ; au Port, il a défendu les intérêts du groupe Bolloré ; la Cie (distribution de l'électricité) et la Sodeci (l'eau), le groupe Bouygues, à qui il a renouvelé son contrat ; le pétrole, le groupe Total, à qui il vient d'ailleurs de donner une importante exploitation offshore ; Il y a Côte-d'Ivoire télécom et Orange, que France télécom a acquise avec le démantèlement de l'entreprise d'Etat dans la téléphonie. Non seulement Gbagbo n'a jamais remis en cause ce bradage, mais il l'a au contraire aidé à se renforcer ! Il y a des trusts américains, à commencer par Cargill (cacao). Ce groupe est bien installé en Côte d'Ivoire depuis l'arrivée de Gbagbo dans les affaires et le démantèlement de la Caistab (la caisse de stabilisation café-cacao, qui contrôlait aussi l'œuvre du clan Gbagbo. On pourrait encore y ajouter des multinationales telles Unilever et la SMB (bitume) qui sont bien installées en Côte d'Ivoire et qui n'ont jamais eu à craindre de l'Etat ivoirien. La

liste serait, bien sûr longue à énumérer, tellement les grosses entreprises nationales et internationales sont nombreuses dans ce pays et brassent des centaines de milliards de francs.

Les intérêts de tous ces riches-là, Gbagbo les a toujours bien défendus depuis qu'il est au pouvoir.

Ainsi, par exemple, quand les dockers étaient en grève pour revendiquer des augmentations de salaire, pour aider ses amis les riches, à commencer par Bolloré, Gbagbo avait envoyé l'armée pour réprimer les grévistes. Bien sûr, c'était sous le prétexte que « *le port constitue le poumon de l'économie ivoirienne* » ! En réalité, c'était bien l'économie des puissants armateurs, transitaires et autres négociants en café-cacao que Gbagbo protégeait car ils risquaient de perdre beaucoup d'argent si la grève durait !

Là-dessus, il est bien entendu que la bourgeoisie, qu'elle soit nationale ou internationale, se souvienne des bons gestes de Gbagbo à son égard. N'est-ce pas, d'ailleurs, lui et son économiste Mamadou Coulibaly (président de l'Assemblée nationale et N°2 du FPI) qui ont, d'un coup de trait, annulé les centaines de milliards d'arriérés d'impôt que les riches devaient à l'Etat ivoirien ? N'est-ce pas eux qui ont aussi fait baisser par la suite les impôts que les riches doivent payer à l'Etat ?

On peut aussi rappeler qu'aussitôt arrivé au pouvoir en 2000, c'est Gbagbo qui avait renoué les liens avec le FMI (Fonds monétaire international) et la Banque mondiale. Liens qui étaient coupés par Bédié et son clan, probablement trop occupés à piller les caisses de l'Etat !

Gbagbo, en arrivant au pouvoir en 2000, avait repris le reversement des services de la dette ivoirienne contractée par ses prédécesseurs, à hauteur de quelques 500 milliards de francs CFA (environ 762 millions d'euros) tous les ans,

pour satisfaire les banquiers internationaux. Ce pillage, qui ne dit pas son nom, des richesses de la Côte d'Ivoire était d'autant plus scandaleux que ce sont ensuite aux pauvres que le gouvernement présente la note à payer ! De plus, cet argent que Gbagbo remboursait n'avait pas bénéficié au pays, mais était allé gonfler, pour l'essentiel, les comptes bancaires des Houphouët, Bédié et autres caciques du PDCI (et donc aussi du RDR de Ouattara, puisqu'étant un démembrement du PDCI) lorsqu'ils étaient au pouvoir, mais aussi et surtout aux banques françaises et américaines où cet argent est placé. C'était à ceux-là de payer ! Pas aux populations pauvres !

Tant pis si ces remboursements s'étaient fait au détriment des structures sociales, telles les écoles et les hôpitaux qui se sont dégradées, alors que les populations pauvres en ont besoin ! Eux les riches, dont font partie les hauts dirigeants du FPI, ils ne scolarisent pas leurs enfants dans les écoles publiques, encore moins, ils ne se soignent dans les CHU, qui sont devenus des vrais mouiroirs pour pauvres !

Il n'en va pas pareillement de

l'attitude de Gbagbo vis-à-vis des gouvernements français, voire maintenant américain.

Son anti-impérialisme est à l'image de celui que Blé Goudé, son émeutier, avait montré en 2004. Avec sa troupe de « patriotes », il scandait des propos anti-français devant l'ambassade de France, drapé du chiffon américain ! Il appelait au secours Georges Bush, alors que celui-ci était en train de massacrer le peuple Irakien ! Ce genre d'anti-impérialisme est généralement toléré du moment que l'essentiel, le pillage du pays, lui, continue en toute discrétion !

Mais cet anti-impérialisme de Gbagbo touche son public ! Pendant le colonialisme l'Etat français avait pillé les richesses, imposé le travail forcé, exploité et tué les habitants de ce pays. Encore tout dernièrement, en 2004, à l'hôtel Ivoire, l'armée française avait tiré sur une population désarmée et fait plusieurs morts ! Alors, oui, pour l'écrasante majorité de la population, l'Etat français apparaît comme un oppresseur. Et c'est là-dessus que table Gbagbo. Mais son anti-impérialisme reste verbal !

**OUATTARA ET GBAGBO SONT DES AMIS DES RICHES,
PAS CEUX DES TRAVAILLEURS !**

En choisissant Alassane Ouattara comme président "*légitime*" de la Côte d'Ivoire, les puissances impérialistes, la France et les USA en particulier, n'ont pas choisi un inconnu mais un valet qui a déjà fait ses preuves. Avant d'être nommé comme Premier ministre par Houphouët Boigny, il était directeur de la BCEAO (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de Ouest). Après cela il reçut une promotion en devenant l'un des hauts dirigeants du FMI. Tout son parcours montre qu'il est plutôt un fidèle serviteur des intérêts des grands possédants, à commencer par ceux des banquiers qui pillent ce pays. C'est à ce titre qu'il fut nommé Premier ministre de la Côte d'Ivoire au moment où ce pays était

durement frappé par la crise économique. Les premières mesures qu'il prit furent celles que le FMI préconisait, à savoir : la réduction du nombre de fonctionnaires, le blocage des salaires dans la fonction publique, la diminution drastique des budgets des secteurs utiles à la population comme l'éducation nationale, les hôpitaux publics, etc. C'est dire qu'il a déjà fait ses preuves de docilité et de servilité à l'égard des dirigeants du monde impérialiste. Lui même est un homme riche et ne s'en cache pas. Son épouse est une véritable femme d'affaires qui possède une société immobilière en France et dirige en même temps une autre entreprise aux Etats-Unis.

Quant à Gbagbo, il a eu un parcours différent. Il a été un opposant notoire de Houphouët Boigny. Il a même fait de la prison avant d'être contraint à l'exil en France. Quand il était dans l'opposition, il se disait socialiste. Mais son socialisme n'était que verbal.

En dix ans de pouvoir, il a montré combien il était lui aussi, au service des intérêts de la bourgeoisie. Par exemple, l'une de ses premières mesures a été de décréter la « *trêve sociale* », demandant ainsi aux travailleurs de ne pas faire grève, pour satisfaire les intérêts patronaux, au nom de « *l'intérêt national* ». Il a maintenu le blocage des salaires des travailleurs. Il a caporalisé les syndicats et réprimé tout mouvement de contestation des travailleurs visant à améliorer leurs conditions d'existence.

Quand il arriva au pouvoir, Gbagbo avait par exemple la possibilité de revenir sur l'ancien code du travail démolé par Bédié et de permettre du coup l'embauche de milliers de travailleurs transformés en journaliers à vie par le patronat. Un patronat, soit dit en passant, en grande partie français et libanais. Mais même ce minimum, Gbagbo ne l'a pas fait. Pourtant, ça ne coûtait pas de l'argent à son

gouvernement. Donc, ce n'était pas « *à cause de la guerre* ». En fait, son « *socialisme* » n'allait même pas jusque-là. C'était une question de choix politique clair : il montrait par là qu'il est foncièrement dans le camp des riches contre les pauvres !

Il l'a encore montré en 2008, face aux femmes qui manifestaient dans les rues d'Abidjan en montrant leurs ustensiles de cuisine et en criant à la famine et en dénonçant la flambée des prix des denrées alimentaires. Gbagbo ne fit même pas un geste symbolique en leur direction. Il a maintenu le blocage des salaires en vigueur depuis plusieurs dizaines d'années dans ce pays. De plus il a envoyé ses forces armées contre les femmes qui manifestaient leur colère. Il y eut deux tués, une femme à Yopougon et un jeune à Port-Bouët ! Comme réparation aux préjudices subis par leurs familles, Il a envoyé à chacune d'elles la somme de deux millions de francs Cfa. C'était le prix qu'il estimait être pour la vie d'une personne pauvre !

Pour les travailleurs et les familles pauvres, choisir de se battre pour Gbagbo ou pour Ouattara c'est comme choisir entre le bâton et le gourdin pour se faire taper sur la tête.

<p>FDS, FN, ONUCI : DES TUEURS AU SERVICE DES INTERETS D'UN CLAN, OU D'UN AUTRE, DE LA BOURGEOISIE</p>
--

Les riches et les prétendus intellectuels à leur service, que ce soit ceux qui se succèdent dans les hautes sphères de l'Etat, ceux qui écrivent dans les journaux ou qui s'expriment à la télévision, présentent généralement les forces armées comme des forces de défense de la « *nation* ».

Un ouvrier pourrait leur poser la question de savoir : « *quand nous les ouvriers nous faisons grève pour nos justes revendications, et que ces forces armées viennent nous réprimer, quelques fois nous tuer, l'intérêt de quelle « nation » ces forces défendent-elles ?* » La réponse à cette question découle de la question elle-même : ces forces armées, qu'elles

s'appellent, FDS (Force de défense et de sécurité) dans la partie sud ou FN (Forces Nouvelles) dans la partie nord, elles défendent la « *nation* » des riches contre celle des pauvres ! Parce que dans un pays, il y a bien deux nations ! Ca s'appelle des classes sociales.

Nos « *nationalistes* », les Blé Goudé, les Affi N'Guessan et consorts sont des exemples types des défenseurs de cette nation des riches, à savoir la classe bourgeoise. Ainsi, derrière les expressions telles que « *nous les Ivoiriens* » se cachent généralement des intérêts bien compris des riches !

Gbagbo contrôle pour l'instant les forces armées gouvernementales que sont

les FDS, par l'intermédiaire de 3 généraux qui lui semblent favorables et qui ont le quasi contrôle de l'ensemble des Fds, c'est-à-dire : les Fanci (l'armée), la police, la gendarmerie, la marine, la garde républicaine, etc.

Mais les Fds sont loin d'être une force homogène. Comme les populations ivoiriennes, elles sont aussi constituées d'hommes en chair et en os, avec leur appartenance et leur affinité ethnique. Le fait qu'Alassane Ouattara ait obtenu 63% des voix au sein des Fds est tout de même un indicateur de leur sensibilité politique ou, plus certainement, de leur affinité ethnique.

Pour l'instant, Gbagbo semble apparemment maître de ses hommes. Mais on peut deviner les mouvements moléculaires qui peuvent avoir lieu à l'intérieur des casernes. Ces mouvements peuvent s'accélérer, d'une part, si les conflits interethniques prennent un caractère plus dramatique, et de l'autre, si en face des Fds se manifeste une autre force militaire opposée qui pourrait être attrayante pour ces derniers.

Or, pour l'instant, la guerre qui oppose Gbagbo et Ouattara n'a pas encore pris un caractère véritablement ethniste, où une ethnie en particulier, par exemple, les dioulà, serait visée. Cela est dû au fait qu'une alliance existe entre Ouattara et Bédié et leurs alliés au sein du RHDP (Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix). Ce qui donne à cette alliance un caractère régional.

Par ailleurs, en face des Fds, il n'y a pas encore de force militaire visible. En tout cas, pas à Abidjan. Les FN de Soro Guillaume, dont une partie était d'anciens Fds qui ont choisi en 2002 le camp de la rébellion, ne sont présents que dans le périmètre du Golf hôtel, d'ailleurs au nombre probablement dérisoire. A Abidjan cette force ne dispose ni de caserne, ni d'aucune structure, qui puisse attirer d'éventuels nouveaux déserteurs de l'autre camp.

Pour l'instant, on peut dire que seul Gbagbo dispose d'une force militaire conséquente. C'est ce qui lui permet probablement de tenir face aux pressions

internationales. Il n'est pas impossible qu'il dispose en plus, de miliciens angolais et plus probablement de libériens, sans compter d'autres miliciens, cette fois-ci, bien ivoiriens et probablement au nombre de plusieurs centaines, peut-être des milliers, qui sont bien présents à Abidjan sous couvert d'agences de gardiennage privées et de vigiles.

Soro Guillaume, Ouattara, Bédié et le RHDP demandent l'intervention d'une armée extérieure, onusienne, pour faire partir Gbagbo et imposer leur pouvoir. Ils les présentent comme des représentants des « Nations Unis ». Il s'agit ni plus, ni moins d'une force des « nations » des riches, celle des plus riches d'entre elles, celle des puissances impérialistes qui les payent et qui les arment pour défendre leurs intérêts bien compris ! Il s'agit d'une bande d'armée de tueurs au service des puissances impérialistes.

Les Ouattara, Soro, Bédié et leur clan savent bien que si ces armées interviennent en Côte d'Ivoire, elles ne feront qu'ajouter la barbarie à celle qui existe déjà. Ouattara, se moque des gens lorsqu'il affirme que ce sera « une intervention rapide ». Certainement aussi rapide qu'en Siéra Léone ou au Libéria, avec ses milliers de morts et d'énormes dégâts ! Rien que par ce seul fait, Ouattara et son clan montrent ainsi à quel point ils sont des ennemis mortels des populations pauvres !

Ce qui fait dire au clan Gbagbo, de façon hypocrite d'ailleurs, qu'il n'y a que des « étrangers » (sous entendant au passage qu'Alassane Ouattara n'est pas ivoirien) au service de « l'étranger », qui peuvent demander une intervention étrangère.

Comme si le clan Gbagbo n'a pas recruté, même s'il le nie, des miliciens angolais et libériens, pour massacrer ceux qui s'opposent à lui.

Mais que leur importe, au RHDP, à LMP, ainsi qu'aux états majors des pays impérialistes, les morts, du moment que ce soient les populations pauvres qui sont tuées par l'une des armées Fds, Fn ou onusienne, ou en s'entretenant entre elles dans une guerre ethnique ?

17 ANS DE PROPAGANDES ETHNISTES ET XENOPHOBES, ET LES ALLIANCES POLITIQUES

Bédié a initié « l'ivoirité » dans sa lutte pour le pouvoir contre Alassane Ouattara, pour la succession de Houphouët Boigny décédé en 1993. L'ivoirité c'est de la xénophobie qui ne dit pas son nom. D'un coup de trait, les populations du nord du pays n'étaient plus considérées comme étant des « vrais » ivoiriens. Bédié, succédant à Houphouët Boigny, avait arrangé la constitution sur mesure pour écarter Ouattara de la course à la présidence. Gbagbo s'était alors allié à Ouattara au sein du Front Républicain. Ensemble, ils ont boycotté l'élection présidentielle de 1995. A peine cette élection terminée, cette alliance s'était rompue. Gbagbo s'est alors nettement rapproché de Bédié.

Entre temps, le clan Gbagbo, Simone Gbagbo en tête, avait repris de plus fort le flambeau de l'ivoirité. Il l'avait amplifié comme jamais auparavant. Et pour cause, c'était maintenant Ouattara qui se trouvait sur leur chemin. D'autant plus que ce dernier avait déjà capitalisé les faveurs des populations qui se sentaient rejetées par cette propagande ethniste et xénophobe, aggravée, il faut le rappeler, par son cortège de massacres et d'exactions de toutes sortes.

En 2000, Gbagbo s'était allié au général Robert Guéi pour écarter cette fois-ci Bédié (renversé par un coup, d'Etat en 1999) et Ouattara, tous les deux, de la course à la présidence.

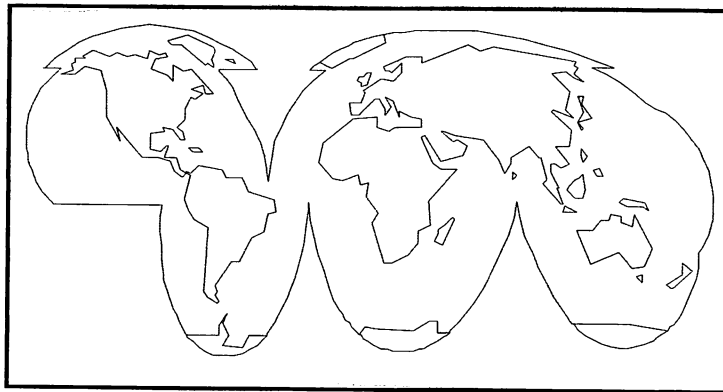
En 2001, Gbagbo alors déjà au pouvoir, refuse à Ouattara, même le droit de se présenter aux élections législatives, toujours sous prétexte que ce dernier n'était pas « *totale*ment » ivoirien.

Aujourd'hui, ce sont Bédié et Ouattara qui s'allient à leur tour contre Gbagbo.

Autant dire que tous ces hommes politiques se valent dans leur égal mépris des populations pauvres. Leurs alliances sont ponctuées par des tueries, des massacres, des viols. Ils montrent par là que politiquement rien ne les différencie en dehors de leur appartenance ethnique. Aux dernières élections, à défaut d'autres critères, les électeurs ont voté essentiellement sur cette base là.

Quand les commentateurs voyaient un engouement des Ivoiriens à se rendre aux urnes lors de ces élections, ils ont parlé d'engouement du peuple pour la démocratie. Ils n'ont pas vu le geste ethnique !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LA FLAMBEE DES PRIX EXIGE DES AUGMENTATIONS DES SALAIRES !

Les prix des produits les plus élémentaires ont flambé. Même le journal favorable à Gbagbo, Fraternité-Matin, ne peut cacher la réalité. Nous lisons dans sa parution datée du 08/12/2010 : « *Inquiétante flambée des prix... » : « ... Il n'y a plus de tas de tomates de 100 Fr. Le prix du tas varie entre 200 et 500 francs... Trois poissons frais ... 2000 Fr sont à 3500 Fr... 5 poissons frais vendus avant les élections à 5000 Fr varie maintenant entre 7000 et 9000 Fr... Le kg de viande est passé de 1800 Fr à 2500 Fr et 2700 Fr à certains endroits... Le seau de charbon de 100 Fr est passé à 250 fr ou 300 Fr ».*

Depuis, les prix continuent d'augmenter. Le même journal daté du 30 décembre cite les paroles d'une femme faisant ses achats au marché d'Abobo : « *Avant on pouvait aller au marché avec*

2000 Fr. Maintenant pour bien manger il faut déboursé 5000Fr ». On pourrait tout juste ajouter que cette dame ne peut que continuer à faire ses achats avec ses mêmes 2000 Fr, puisque les salaires n'ont pas augmenté ! De plus, il faudrait aussi préciser, qu'étant donné que la majorité des habitants d'Abobo ne préparent plus, depuis bien longtemps, qu'un seul repas par jour, il s'agit donc là du montant nécessaire pour un unique repas quotidien d'une famille !

Pendant que les prix flambent, les salaires ne bougent pas et ils sont bien bas ! Le salaire d'un travailleur, encore faudrait-il avoir du travail, varie entre 1.600 Fr et 3.500 Fr par jour travaillé. Avec une si petite somme on peut tout juste payer entre deux et trois poissons frais !

Quelques témoignages sur la flambée des prix

1) Lundi 06 décembre, à Abobo

"...les jeunes attroupés aux différents barrages ont fait descendre tous les passagers. Les marchés n'avaient aucune chance d'être approvisionnés. Les queues devant les points de vente de charbon étaient longues car on n'avait aucune chance d'avoir des bouteilles de gaz. Le prix du charbon s'était envolé du coup. Par exemple, pour 100F tu avais la moitié de la quantité de charbon que tu avais auparavant peut être moins. Plusieurs personnes se sont rabattues sur le bois de chauffage, là aussi les prix ont grimpé. Dans mon secteur, une femme s'est fait attraper par le propriétaire de la cour où elle loge; elle est allée arracher des planches qui servaient à barrer certaines maisons non occupées pour préparer sa bouillie de riz.

Le marché était presque vide, tous les prix on flambé.

J'ai rencontré des amis chauffeurs de Gbaka, certains m'ont dit que ça chauffait dans les poches, qu'ils n'avaient plus un sous, qu'ils ne savaient pas comment faire si la situation perdurait. Ces dires sont communs à plusieurs personnes, moi même y compris."

2) Abidjan le 09 décembre

"C'est une reprise timide au travail. Nous sommes toujours en journée continue. Personne n'est rassuré, on croit toujours à un affrontement. Pour le marché, c'est difficile. La viande est passée de 1800 à 2500 f (et encore le kg n'arrive pas bien). Le gaz hier et avant-hier se

L E U R S O C I E T E

vendait à des prix pas possibles. La petite bouteille qui est à 1800 ou 2000 selon les compagnies dans les stations services se vendait là bas à 2500 ou 3000. Mais chez les revendeurs, ma cousine a acheté la sienne à 4000 f et le soir c'était 5000. Pour la grande, elle coûtait 4000. Elle se vendait à 8000 voir 12000 pour certaines... Cela, parce que le charbon était devenu trop cher, souvent introuvable."

3) Abobo le 18 décembre

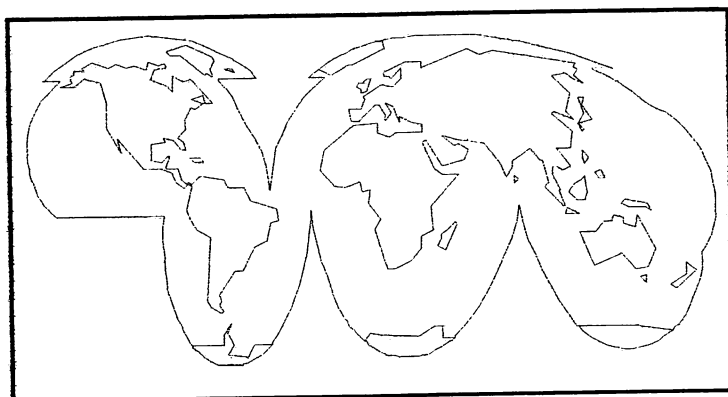
"Il n'y a pas eu de marche, mais les véhicules de transport en commun restent toujours garés. Beaucoup de gens s'en plaignent parce que vivant presque au jour le jour, ils se demandent comment trouver de l'argent pour nourrir leur famille. C'est le cas de mon voisin, ouvrier en zone industrielle de Koumassi qui n'a pas touché sa paye de la quinzaine ...Même pour ceux qui ont eu la chance de s'acheter un sac de riz, le problème n'est toujours pas résolu. Pour cuire le riz, il faut du gaz, du charbon ou du bois. Le gaz, il n'y en a pas, le charbon, c'est rare et quand il y en a ça coûte très cher. Il ne reste que le bois... En bordure de la forêt du banco, il y a tout une filière qui s'est ouverte. Il n'est pas rare de voir des gamins de 10 ans rentrer dans la

forêt ramasser du bois et aller le vendre pour avoir un peu d'argent. Les gens préfèrent acheter avec les enfants car eux, ils ne sont pas chers. Alors qu'avec de grandes personnes, tu as le même tas de fagots pour le double du prix de l'enfant.

Pour ceux qui ne peuvent pas faire la cuisine, il faut aller faire la queue chez les rares dames qui font de l'attiéké au poisson. Tous les prix ont augmenté, quand ce n'est pas la quantité qui a diminué.

L'approvisionnement des marchés est devenu compliqué. Il n'y a pas de véhicules. On ne voit plus circuler les haoussas qui ont des pousse-pousse ; certainement qu'ils ont peur de risquer leur vie dans cette période tendue. Donc les femmes chargent elles-mêmes les sacs de banane, d'oignon, d'aubergine etc., jusque dans le marché du quartier. Elles se font souvent aider par des jeunes qui mettent des brouettes en location, mais ceci ne peut en aucun cas remplacer les pousse-pousse et les véhicules. Il y avait aussi que tout le monde se rabattait sur les marchés périphériques parce que le grand marché était pendant ces jours le théâtre des affrontements entre corps habillés et jeunes de RHDP. (...)."

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

FILTISAC : L'HYPOCRISIE ET LE MEPRIS DE LA DIRECTION ENVERS LES TRAVAILLEURS !

Voici le cas d'un collègue de Filtisac qui a été blessé le 29 décembre dernier par balle par les soldats de l'ONUCI, alors qu'il rentrait du lieu de son travail à Abobo Avocatier où il habite.

Etant donné que cette affaire a fait un tapage médiatique, avec les passages des Mangou, Simone Gbagbo, Blé Goudé, etc, qui sont allés lui rendre visite à l'hôpital, la direction de l'entreprise s'est sentie obligée d'envoyer elle aussi son directeur d'usine pour en faire autant, avec une obole de 20.000 Fr !

Il est clair que ce n'est pas l'habitude de la maison de se préoccuper des travailleurs. Un ouvrier peut même crever sur sa machine que ça ne fera pas broncher la direction. La seule chose qui pourrait peut-être la gêner, c'est à la limite le mauvais impact sur ses statistiques !

Qu'un ouvrier crève de misère, de maladie, d'accident de travail ou autrement, les patrons ne s'en soucient guère. Ce sont avant tout des capitalistes pour qui ne compte que le profit qu'ils peuvent tirer de l'exploitation de l'ouvrier.

Il s'avère que cet ouvrier blessé est un journalier corvéable à merci depuis 10 ans ! Sa situation comme celle de bien d'autres de ses collègues n'a jamais gratouillé le patron ! Il y a de cela quelques mois, quand les magasins de stockages étaient remplis de produits finis, cet ouvrier avait été mis à la porte durant 4 à 5 mois entiers sans que ce patron ne lui verse un seul franc durant tout ce temps ! Comment il devait faire pour se nourrir, se soigner, payer son loyer ? C'était bien sûr le dernier souci du patron.

SATOCI-CIREPCI : L'EMBAUCHE DES JOURNALIERS ET L'AUGMENTATION DES SALAIRES POUR TOUS LES TRAVAILLEURS EST UNE NECESSITE !

La Cirepci est une des branches de l'entreprise Satoci située à la zone industrielle de Yopougon. Elle fabrique des biscuits ainsi que des bonbons. Depuis des années elle emploie des travailleurs appelés abusivement "journaliers mensuels".

Le statut de journalier est devenu une généralité dans ce pays alors qu'elle ne devrait être qu'une exception lorsqu'il y a un surcroît urgent de travail. C'est avec la complicité du gouvernement que le patronat a généralisé cette pratique. Elle permet aux employeurs de ne pas reconnaître aux travailleurs le droit au congé payé, aux arrêts maladie ainsi

qu'aux prises en charge des accidents de travail. C'est ce qui se passe chez Cirepci. Et si par malheur il y a un accident grave dans cette entreprise, la direction se précipite pour intégrer le nom de l'accidenté dans le dossier de « *déclaration collective* ».

Cette situation dure depuis des années, il y a des collègues qui ont plus de 6 ans de présence et qui ne sont toujours pas embauchés. Dès le début, on leur faisait signer des contrats mais la direction a jugé mieux de les mettre dans cette situation où ils ne sont ni embauchés ni contractuels. Ainsi elle se croit libre de se débarrasser d'eux à tout moment.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation